

Bernhard Stricker

Un comité interpartis plaide pour les soins médicaux de base

Un comité interpartis composé de parlementaires de tous les grands partis à l'exception de l'UDC a appelé à voter «OUI» à l'article constitutionnel sur les soins médicaux de base à l'occasion d'une conférence de presse qui s'est tenue le 8 avril 2014.

Une semaine après la conférence de presse du comité de campagne «OUI aux soins médicaux de base», les parlementaires se sont exprimés devant les médias. A cette occasion, l'éventail des partis représentés était tout aussi impressionnant que la palette des associations professionnelles représentées une semaine auparavant. A l'exception de l'UDC (qui est toutefois représentée par le Conseiller national Heinz Brand au sein de la co-présidence du comité de soutien), tous les principaux partis ont participé à la conférence de presse du Parlement. Ainsi, étaient concrètement présents: Christine Egerszegi-Obrist, Conseillère aux Etats PLR (AG), Pierre-Alain Fridez, Conseiller national PS et médecin de famille (JU), Yvonne Gilli, Conseillère nationale PES et médecin de famille (SG), Lorenz Hess, Conseiller national PBD (BE), Christian Lohr, Conseiller national PDC (TG), et Thomas Weibel, Conseiller national PVL (ZH).



La Conseillère nationale *Yvonne Gilli* s'est exprimée en se plaçant dans la perspective du médecin de famille: «Dans les 10 années à venir, la moitié des médecins de famille et pédiatres partiront à la retraite. Le niveau le plus élevé de médecins de famille a été atteint en l'an 2000. A l'époque, il y avait 0,6 médecin de famille pour 1000 habitants. D'après l'OCDE, l'idéal serait d'avoir un

médecin de famille pour 1000 habitants.» Pour atteindre cet objectif, environ 300 médecins de famille par an devraient commencer à exercer, alors qu'aujourd'hui, ce chiffre n'atteint même pas 100. «Des études conduites en Angleterre et aux Etats-Unis ont montré qu'avec un médecin de famille supplémentaire pour 10 000 habitants, la mortalité baisse de 10%». Pourtant, à l'heure actuelle, sur 10 étudiants en médecine en Suisse, sept suivent une formation pour devenir spécialiste et seulement trois pour devenir médecin de famille. D'après la WONCA (world organization of family doctors), il serait souhaitable d'inverser ce rapport et d'obtenir 6-7 médecins de famille pour 3-4 spécialistes. En 2008, à l'Université de Bâle, seuls 12% des étudiants ont indiqué qu'ils envisageaient d'exercer la médecine de famille.



La Conseillère aux Etats *Christine Egerszegi* a rappelé la situation initiale: «C'était une image inhabituelle pour tout le monde lorsque le 1^{er} avril 2006, des milliers de médecins de famille révoltés ont manifesté en blouse blanche devant le Palais fédéral. La goutte d'eau qui avait fait déborder le vase était la décision du Conseiller fédéral Couchepin d'abaisser les tarifs de laboratoire.» Elle a

ensuite évoqué le déroulement ultérieur de l'initiative avec la collecte rapide des signatures, son dépôt et son traitement par le Parlement, processus lors duquel elle a joué un rôle de premier plan en tant que Présidente de la CSSS-E et a fortement milité en faveur d'une contre-proposition car l'initiative était, de son point de vue, beaucoup trop orientée vers le groupe professionnel des médecins de famille. Elle rappelle que lors des discussions avec les médecins de famille, elle est parvenue à les convaincre de retirer l'initiative – notamment grâce au Masterplan qu'elle soutient également – et ensemble avec le Conseil national, ils se sont accordés sur la contre-proposition du Conseil des Etats, qui doit garantir les soins médicaux de base à l'ensemble de la population. Elle a conclu de la manière suivante: «Si nous voulons remédier efficacement à la pénurie de médecins de famille, mais également à la pénurie de personnel soignant, les actes doivent à présent succéder aux paroles. C'est pourquoi il faut voter OUI au nouvel article constitutionnel pour une bonne prise en charge de la population en cas de maladie.»



Le Conseiller national *Christian Lohr* a évoqué le changement de philosophie qui s'est opéré dans la médecine et avant tout du changement au niveau de la collaboration entre les médecins de famille et pédiatres d'une part et les autres médecins de premier recours d'autre part. «Alors qu'autrefois bon nombre se considéraient comme des combattants solitaires, l'interprofessionnalité a au-

jourd'hui gagné en importance. Ainsi, le cabinet individuel devient de plus en plus un centre de santé interprofessionnel. Précisément pour le traitement des patients atteints de maladies chroniques et des patients multimorbides, cette structure de soin globale constitue la clé du succès thérapeutique. Ces patients nécessitent en effet une bonne collaboration de tous les acteurs du domaine de la santé. A l'avenir, ces nouveaux modèles de collaboration doivent encore être consolidés et développés davantage.»



Dans son allocution, le Conseiller national *Thomas Weibel* a fait référence à l'espérance de vie, qui ne cesse d'augmenter en Suisse. Rien qu'au cours de ces 30 dernières années, elle a augmenté de 5 à 7 ans. Il est également réjouissant de constater qu'au cours des 10 dernières années, le taux de natalité a lui aussi augmenté de pas moins de 14%. «En raison

de ces évolutions démographiques, et avant tout aussi des avancées techniques qui sont énormes dans le domaine de la médecine, le nombre de maladies chroniques multimorbides est en augmentation, ce qui, à son tour, a des répercussions directes sur le besoin en soins médicaux de base. Ce besoin est en constante augmentation et rien ne laisse entrevoir un changement de cette tendance.» Il a par ailleurs constaté qu'aujourd'hui déjà, de nombreux médecins de famille et pédiatres n'ont plus de capacités d'accueil supplémentaires. «Ce problème est particulièrement prononcé dans les zones rurales et montagneuses. Or, c'est précisément dans ces zones géographiques que les médecins de famille et les pédiatres jouent un rôle extrêmement important en tant que premiers interlocuteurs en cas de problèmes médicaux. Ils sont en effet aussi là pour leurs patients en cas d'urgence et la nuit, et ils font des visites à domicile lorsque leurs patients ne peuvent plus se déplacer au cabinet.»



Le Conseiller national PS et médecin de famille *Pierre-Alain Fridez* a lui aussi mis en garde: la médecine de famille est en danger, menaçant ainsi la qualité des soins médicaux de base. Il précise que 70% de tous les problèmes de santé sont résolus par les médecins de famille et les pédiatres et ce, avec seulement 4% des coûts de santé. Avec leur initiative, les médecins de famille ont lancé un appel au secours et celui-ci a été entendu.



La bienveillance de la population envers les médecins de famille, tel était le thème abordé par le Conseiller national *Lorenz Hess*. Il estime que les médecins de famille sont la pièce maîtresse du système de santé et qu'ils résolvent à eux seuls la majorité des problèmes de santé de la population. Ils ont également une fonction de triage essentielle. Par ailleurs, d'après Hess, ils jouent un rôle central dans la coordination de la prise en charge. Un autre avantage réside dans leur contact de longue date avec le patient, permettant d'établir une relation de confiance.

Il était impressionnant de voir avec quel engagement et avec quels arguments solides les politiciens fédéraux se sont engagés en faveur des médecins de famille et pédiatres et ont montré à quel point la médecine de famille et la pédiatrie étaient efficaces et indispensables, tout en étant au plus proche des gens.

Photos: © Services du Parlement, 3003 Berne

Correspondance:
Bernhard Stricker, lic. phil.
Waaghausgasse 5
3011 Bern
b.stricker[at]bluewin.ch

**PARCE QUE, DEMAIN ENCORE,
NOUS AURONS BESOIN DE
MÉDECINS DE FAMILLE ET DE
PÉDIATRES.**



OUI

**AUX SOINS
MÉDICAUX DE BASE**
le 18 mai 2014 | www.medecindefamille-oui.ch

Médecins de famille Suisse / SSMG / SSMI / SSP / kinderärzte.schweiz / FMH